

LEVALLOIS DISTRIBUTION

Société par Actions Simplifiée au capital de €40.000
Siège social : 38 Rue d'Alsace
92300 LEVALLOIS PERRET

500 028 006 RCS NANTERRE

RAPPORT DU COMITE DIRECTEUR SUR LES COMPTES CONSOLIDES

A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE EN DATE

DU JEUDI 28 SEPTEMBRE 2023

Chers associés,

Nous vous avons convoqués en Assemblée Générale Ordinaire, compte tenu de la position de notre Société à la tête d'un Groupe, et de son contrôle exclusif sur plusieurs entreprises, nous vous présentons, conformément aux articles L.233-16 à L.233-28 du Code de Commerce et aux statuts pour vous présenter notre rapport sur les comptes consolidés au 31 mars 2023 et les soumettre à votre approbation.

La lecture du rapport de vos Commissaires aux Comptes vous donnera toutes informations quant à la régularité des comptes qui vous sont présentés.

De notre côté, nous sommes à votre disposition pour vous apporter toutes précisions et tous renseignements complémentaires qui pourraient vous paraître opportuns.

Les comptes consolidés annuels du Groupe ont été établis en conformité avec les principes comptables français définis par le règlement du Comité de la réglementation comptable en vigueur.

Nous vous précisons que la consolidation vise à présenter la situation financière et les résultats d'un groupe de sociétés comme si celles-ci ne formaient qu'une seule entité.

Elle offre aux associés la possibilité d'évaluer la rentabilité de leurs investissements et de mesurer l'opportunité et l'efficacité de la stratégie de développement.

Périmètre de consolidation :

Le périmètre de consolidation comprend les sociétés suivantes :

- la Société **LEVALLOIS DISTRIBUTION**, Société par Actions Simplifiée, dont le siège social est fixé à LEVALLOIS PERRET (92300) 38 rue d'Alsace.
- la Société **LEVALLOIS EXPLOITATION**, Société par Actions Simplifiée, dont le siège social est fixé à LEVALLOIS PERRET (92300) 38 rue d'Alsace.
- la Société **LEVEIFFEL**, Société par Actions Simplifiée, dont le siège social est fixé à LEVALLOIS PERRET (92300) 36/38 rue d'Alsace.
- la Société **LEVADIS VOYAGES**, Société A Responsabilité Limitée, dont le siège social est fixé à LEVALLOIS PERRET (92300) 36/38 rue d'Alsace.
- La Société **BRICHLOMAR**, Société A Responsabilité Limitée, dont le siège social est fixé à LEVALLOIS PERRET (92300) 38 rue d'Alsace.



- La Société **SOGEELEC**, Société Civile Immobilière, dont le siège social est fixé HERBLAY (95220) 8 Rue Gros Murger, Parc des Bellevues.

- La Société **PARIS XIX**, Société par Actions Simplifiée, dont le siège social est fixé à PARIS (75019), 191 Boulevard Macdonald.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021, la Société LEVALLOIS DISTRIBUTION a souscrit 23% du capital social de la Société Civile FINANCIERE ACHERES. Bien qu'ayant une influence notable sur cette Société nouvellement constituée, le Groupe LEVALLOIS DISTRIBUTION a exclu cette participation de son périmètre de consolidation, en raison du caractère non significatif de la quote-part de résultat attribuable au Groupe.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022, la Société LEVALLOIS DISTRIBUTION a souscrit 99,98% du capital social de la société à responsabilité limitée IONA DRIVE. Le Groupe LEVALLOIS DISTRIBUTION a exclu cette participation de son périmètre de consolidation, celle-ci étant considéré comme non significative du fait de l'absence d'activité depuis sa date de création en 2014.

Il n'y a donc eu aucune variation de périmètre ni aucune modification des taux au cours de l'exercice clos le 31 mars 2023.

Les entreprises consolidées ont clôturé leurs comptes le 31 mars 2023 à l'exception de la Société SOGEELEC qui a clôturé ses comptes au 31 décembre 2022.

Toutes les sociétés consolidées ont un exercice comptable de 12 mois.

Méthodes de consolidation

L'intégration globale est pratiquée pour toutes les filiales dont le groupe détient directement et indirectement le contrôle exclusif. Les sociétés contrôlées conjointement sont consolidées par intégration proportionnelle. Les comptes des sociétés dans lesquelles le groupe exerce une influence notable sont mis en équivalence.

Les entreprises sont consolidées sur la base de leurs comptes sociaux retraités pour être mis en conformité avec les principes comptables retenus par le groupe.

Toutes les transactions significatives entre les sociétés consolidées ainsi que les profits internes non réalisés, sont éliminés.

Les sociétés comprises dans le Groupe LEVALLOIS DISTRIBUTION au 31 mars 2023 sont consolidées par intégration globale.

Faits marquants de l'exercice

A la date d'arrêté des comptes du Groupe, nous n'avons pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité du Groupe et de l'ensemble de ses filiales à poursuivre son exploitation.

Comparatif des exercices clos le 31/03/2023 et 31/03/2022 :

La date de consolidation est le 31 mars 2023 date à laquelle la Société LEVALLOIS DISTRIBUTION clôture ses comptes ainsi que ses filiales à l'exception de la Société SOGEELEC qui a clôturé son exercice le 31 décembre 2022.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2023, le Groupe a réalisé un Chiffre d'affaires net de € 188.303.237 contre € 183.414.861 au titre de l'exercice précédent.

Ses produits d'exploitation s'élèvent à € 5.728.699 contre € 981.111 au titre de l'exercice précédent, ses produits financiers s'élèvent à € 89.012 contre € 85.293 au titre de l'exercice précédent.

Ses charges d'exploitation s'élèvent à € 189.297.855 contre € 189.297.855 au titre de l'exercice précédent, et ses charges financières à € 948.913 contre € 679.239 au titre de l'exercice précédent.

D.T.

Il en résulte au 31 mars 2023, un résultat courant avant impôts bénéficiaire de €3.762.265, lequel, après incidence de produits exceptionnels à hauteur de €252.809, de charges exceptionnelles à hauteur de €106.100, d'un crédit d'impôt sur les bénéfices de €74.150, d'un impôt sur les bénéfices différés de 810.840 ; laisse apparaître un résultat d'ensemble consolidé de €3.172.286 et un résultat groupe de 2.977.340.

Nous vous remercions de votre attention et nous espérons que ces précisions vous permettront d'adopter les résolutions que nous allons vous soumettre.

LE COMITE DIRECTEUR

David THIBAUT

A handwritten signature in dark ink, consisting of several overlapping loops and a final horizontal stroke, positioned below the printed name.

LEVALLOIS DISTRIBUTION

Société par Actions Simplifiée au capital de €40.000
Siège social : 38 Rue d'Alsace
92300 LEVALLOIS PERRET

500 028 006 R.C.S. NANTERRE

EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2023
COMPTES CONSOLIDES

Pour copie certifiée conforme
David THIBault

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a final horizontal stroke, representing the name David Thibault.

Bilan consolidé

ACTIF	Montant Brut	Dépréciation	31/03/2023	31/03/2022
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Ecart d'acquisition	21 420 586	-7 121 797	14 298 789	14 410 703
Fonds commercial				
Frais de développement				
Concessions, brevets, droits similaires	454 610	-445 650	8 960	32 147
Immobilisations incorporelles en crédit bail et contrats assimilés				
Autres immobilisations incorporelles	55 000	-26 450	28 550	31 988
Immobilisation incorporelles en cours				
Avances, acomptes immobilisations incorporelles				18 117
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	995 772		995 772	995 772
Constructions	27 308 344	-14 055 954	13 252 390	14 646 595
Installations techniques, matériel, outillage	6 903 542	-5 771 670	1 131 872	1 525 760
Immobilisations corporelles en crédit bail et contrats assimilés	288 318	-41 188	247 130	
Autres immobilisations corporelles	13 752 116	-8 567 826	5 184 290	5 999 272
Immobilisations corporelles en cours	296 691		296 691	207 281
Avances et acomptes				1 750
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Titres de participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	8 019 898		8 019 898	5 892 129
Prêts	11 937		11 937	14 213
Autres immobilisations financières	507 306		507 306	493 529
Liaison Titres				
TITRES MIS EN EQUIVALENCE				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	80 014 120	-36 030 535	43 983 585	44 269 256
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	11 474 975		11 474 975	11 759 234
CLIENTS				
Créances clients et comptes rattachés	4 549 280	-10 797	4 538 484	2 891 896
AUTRES CREANCES ET COMPTES DE REGULARISATION				
Avances et acomptes versés sur commandes	1 159 714		1 159 714	330 118
Créances fiscales	4 079 186		4 079 186	3 821 845
Actifs d'impôts différés	96 742		96 742	93 603
Créances sociales	90 940		90 940	101 058
Autres créances	20 797 552	-249 690	20 547 862	12 981 872
Charges constatées d'avance	2 644 445		2 644 445	2 655 643
Capital souscrit, appelé et non versé				
Frais d'émission d'emprunt				
Prime de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
Liaison Bilan				
Ecart d'arrondi actif				
TRESORERIE ET EQUIVALENTS				
Valeurs mobilières de placement	350 000		350 000	350 000
Actions propres				
Disponibilités	3 097 748		3 097 748	1 205 557
TOTAL ACTIF CIRCULANT	48 340 582	-260 487	48 080 096	36 190 826
TOTAL ACTIF	128 354 702	-36 291 022	92 063 681	80 460 082

Bilan consolidé

PASSIF	31/03/2023	31/03/2022
CAPITAUX PROPRES		
Capital	40 000	40 000
Primes sur capital		
Ecart de réévaluation		
Ecart de réévaluation groupe		
Réserve légale	4 000	4 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	22 582 968	21 116 687
Réserves du groupe	-19 364 295	-16 699 090
Ecart de conversion		
Report à nouveau		
Résultat Groupe	2 977 340	-1 198 908
AUTRES		
Subventions d'investissement		
Titres en auto-contrôle		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE)	6 240 013	3 262 689
INTERETS MINORITAIRES		
Intérêts hors groupe	1 754 524	1 900 475
Ecart de conversion hors groupe		
Résultat hors groupe	194 946	245 943
INTERETS MINORITAIRES	1 949 470	2 146 418
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Ecart d'acquisition négatif		
Provisions pour risques	407 627	407 627
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS	407 627	407 627
DETES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	28 053 584	20 057 222
Emprunts en crédit-bail	571 315	205 117
Concours bancaires courants	13 109 584	15 927 200
Autres dettes financières	1 558 478	1 831 642
FOURNISSEURS		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	25 588 431	28 171 434
AUTRES DETTES ET COMPTES DE REGULARISATION		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	948 393	585 192
Dettes fiscales	2 749 113	2 489 995
Impôts différés passifs	2 313 835	1 499 855
Dettes sociales	2 624 223	2 655 354
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	448 927	570 123
Autres dettes	5 498 872	643 521
Produits constatés d'avance	1 816	6 693
Ecart de conversion passif		
Ecart d'arrondi passif		
TOTAL DETTES	83 466 571	74 643 348
TOTAL PASSIF	92 063 681	80 460 082

Compte de résultat consolidé

Rubriques	31/03/2023	31/03/2022
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS		
Ventes de marchandises France	166 350 658	163 388 101
Ventes de marchandises Export		
Production vendue de biens - France	15 168 488	14 303 019
Production vendue de biens Export		
Production vendue de services - France	6 784 091	5 723 741
Production vendue de services Export		
Autres revenus		
TOTAL I	188 303 237	183 414 861
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	608	42 048
Reprises sur provisions, amortissements, transfert	5 374 468	381 247
Autres produits	353 623	557 816
TOTAL II	5 728 699	981 111
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises (y compris droits de douane)	143 248 284	140 129 825
Variation de stock de marchandises	284 259	1 208 596
Achats de matières premières et autres appro.	501 279	357 903
Variation de stock matières premières et approvisionnements		
Autres achats et charges externes	25 904 705	24 048 413
Impôts, taxes et versements assimilés	2 629 812	2 684 775
Salaires et traitements	10 706 906	10 845 774
Charges sociales	3 299 100	3 593 846
Dotations d'exploitation aux amortissements et dépréciations des immobilisations	2 722 946	2 842 857
Dotations d'exploitation aux dépréciations et provisions		571
QP de résultat sur opérations faites en commun	564	
Autres charges		579
TOTAL III	189 297 855	185 713 139
RESULTAT D'EXPLOITATION (I + II - III)	4 734 081	-1 317 167
Dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	111 914	111 914
RESULTAT D'EXPLOITATION après dépréciations de l'écart d'acquisition	4 622 167	-1 429 081

Compte de résultat consolidé

Rubriques	31/03/2023	31/03/2022
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participations	10 800	3 404
Produit des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immo.	78 212	81 889
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produit nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Gains de change		
Autres produits financiers		
TOTAL IV	89 012	85 293
CHARGES FINANCIERES		
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	948 913	629 860
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mob. de placement		
Pertes de change		
Autres charges financières		49 378
TOTAL V	948 913	679 238
RESULTAT FINANCIER (IV - V)	-859 901	-593 945
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	3 762 265	-2 023 026
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	238 777	239 883
Autres produits exceptionnels sur opérations en capital	5 776	127 663
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Autres produits exceptionnels	8 256	
TOTAL VI	252 809	367 546
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	105 079	104 700
Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital	1 021	2 000
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
Autres charges exceptionnelles		
TOTAL VII	106 100	106 700
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VI - VII)	146 709	260 846
Impôts dus sur les bénéfices	-74 150	-506 640
Impôts différés sur les bénéfices	810 840	-302 576
TOTAL VIII	736 690	-809 216
TOTAL DES PRODUITS (I + II + IV + VI)	194 373 757	184 848 811
TOTAL DES CHARGES (III + V + VII + VIII)	191 201 472	185 801 775
Liaisons Résultat		
Résultat des sociétés intégrées	3 172 286	-952 964
Résultat des sociétés mises en équivalence		
Résultat d'ensemble consolidé	3 172 286	-952 964
Résultat groupe	2 977 340	-1 198 908
Résultat hors-groupe	194 946	245 943
Résultat par action	744,335	-299,727
Résultat dilué par action	744,335	-299,727

Variation de trésorerie consolidée

(Montants exprimés en euros)	31/03/2023	31/03/2022
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE		
Résultat d'ensemble consolidé	3 172 286	(952 964)
<i>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :</i>		
Résultat des sociétés mises en équivalence	-	-
Amortissements et provisions (hors provisions sur actif circulant)	2 830 892	2 937 439
Variation des impôts différés	810 840	(302 576)
Plus/moins values de cessions d'actifs	(4 754)	(125 663)
Plus/moins values de cessions de titres consolidés	-	-
Autres charges & produits sans incidence sur la trésorerie	-	-
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	6 809 264	1 556 236
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	-	-
<i>Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité :</i>		
Stocks nets de provision pour dépréciation	284 259	1 208 597
Créances d'exploitation nettes de provision pour dépréciation	(8 351 808)	2 619 387
Dettes d'exploitation	2 858 660	2 802 107
Variation du besoin en fonds de roulement	(5 208 889)	6 630 091
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE	1 600 375	8 186 327
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(95 599)	(578 331)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
Variations des immobilisations financières	(2 134 517)	(169 149)
Variations des dettes sur immobilisations	(51 657)	683 589
Incidence des variations de périmètre	-	-
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(2 281 773)	(63 891)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentation de capital en numéraire	-	-
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-	-
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	(391 910)	(408 458)
Souscriptions d'emprunts	13 611 361	24 167
Remboursements d'emprunts	(5 628 692)	(12 142 314)
Variation des comptes courants	(2 252 289)	(595 444)
Variation des autres dettes financières	52 735	(38 968)
Variation des comptes à terme et valeurs mobilières de placement à plus de trois mois	-	-
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	5 391 205	(13 161 017)
VARIATION DE TRESORERIE	4 709 807	(5 038 581)
TRESORERIE D'OUVERTURE	(14 721 643)	(9 683 062)
TRESORERIE DE CLOTURE	(10 011 836)	(14 721 643)
Détail de la Trésorerie	31/03/2023	31/03/2022
Valeurs mobilières de placement	350 000	350 000
Disponibilités	3 097 748	1 205 557
- Valeurs mobilières de placement et comptes à terme à plus de trois mois	(350 000)	(350 000)
- Concours bancaires courants	(13 109 584)	(15 927 200)
Total Trésorerie	(10 011 836)	(14 721 643)

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

EXERCICE AU 31 MARS 2023

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Le résultat d'exploitation du Groupe inclut un produit lié à la perception, par l'entité Levallois Exploitation, d'une indemnité d'assurance décès homme clé pour un montant de 4.6 M€. En application de l'article 38 quater du CGI, l'indemnité a été étalée fiscalement sur l'année de survenance du décès et les quatre années suivantes. Par conséquent, la situation fiscale latente, compte tenu d'un taux d'impôt sur les sociétés de 25%, fait ressortir un impôt différé passif d'un montant de 0.9 M€ dans les comptes consolidés. Ce montant sera acquitté à part égale sur les 4 exercices suivants de la société LEVALLOIS EXPLOITATION (31/03/2024 - 31/03/2025 - 31/03/2026 - 31/03/2027).

PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Référentiel

Les comptes consolidés annuels du Groupe sont établis en conformité avec les principes comptables français définis par le règlement ANC 2020-01 homologué par l'arrêté du 29 Décembre 2020.

Les états financiers consolidés, présentés en euros, ont été établis selon le principe du coût historique.

Changements de méthode

Les méthodes comptables appliquées par le Groupe dans les états financiers consolidés sont identiques à celles utilisées dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2022.

Dates de clôture

Toutes les sociétés consolidées ont établi des comptes sociaux d'une durée de douze mois arrêtés au 31 mars 2023, à l'exception de la SCI SOGELEC, dont l'exercice de douze mois a été clôturé au 31 décembre 2022.

Méthodes de consolidation

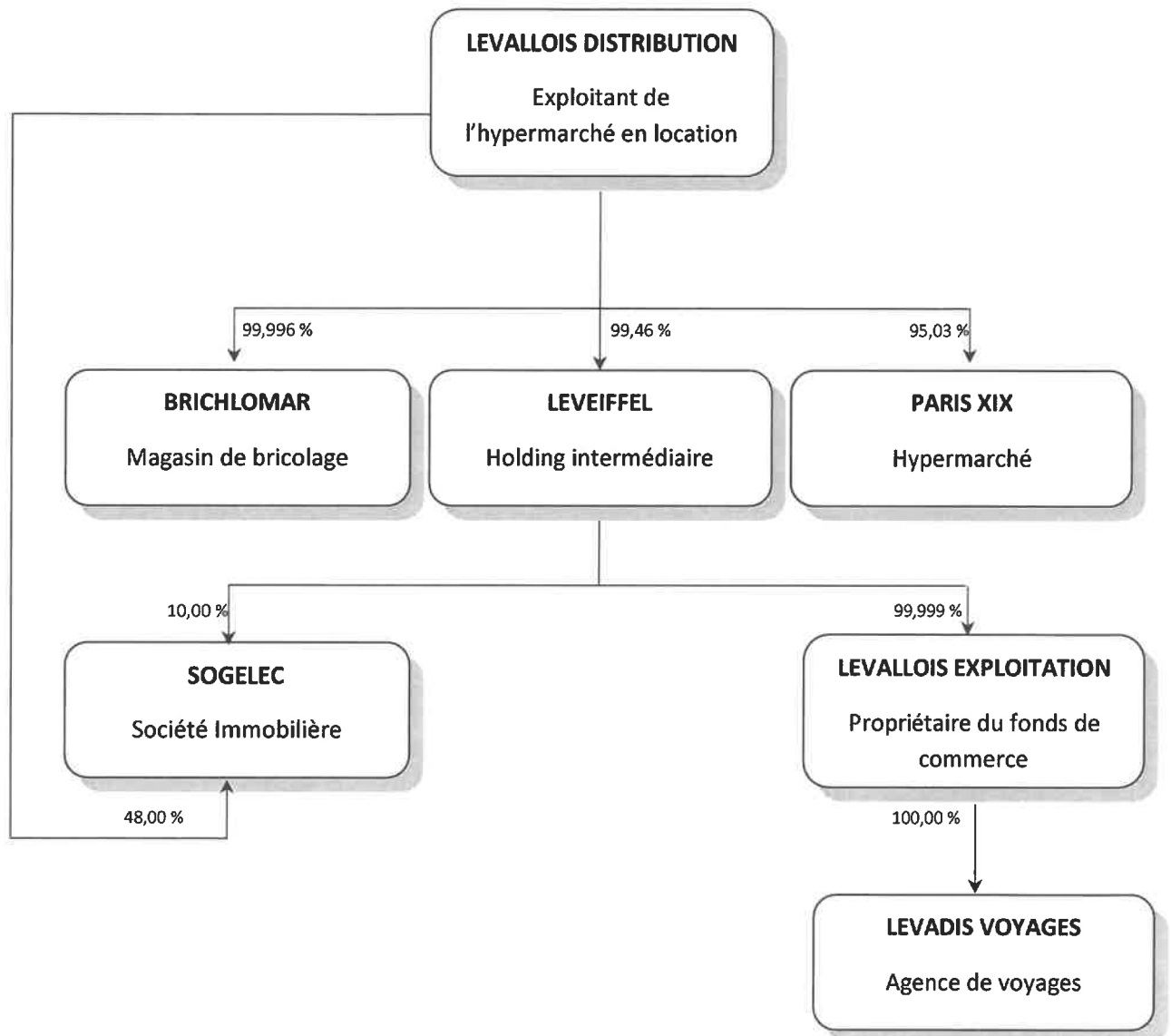
L'intégration globale est pratiquée pour toutes les filiales dont le groupe détient directement et indirectement le contrôle exclusif. Les sociétés contrôlées conjointement sont consolidées par intégration proportionnelle. Les comptes des sociétés dans lesquelles le groupe exerce une influence notable sont mis en équivalence.

Les entreprises sont consolidées sur la base de leurs comptes sociaux retraités pour être mis en conformité avec les principes comptables retenus par le groupe.

Toutes les transactions significatives entre les sociétés consolidées ainsi que les profits internes non réalisés, sont éliminés.

Périmètre de consolidation

Organigramme



Variations de périmètre et des pourcentages d'intérêts

Il n'y a pas eu de variations de périmètre au cours de l'exercice clos le 31 mars 2023.

Comparabilité des exercices

Les états financiers consolidés au 31 mars 2022 et 2023 sont pleinement comparables.

Liste des entreprises consolidées et méthodes retenues

	Activité	% contrôle	% intérêt	Méthode
LEVALLOIS DISTRIBUTION 38 rue d'Alsace 92300 LEVALLOIS PERRET	Holding exploitante	100,000 %	100,000 %	Intégration Globale
LEVEIFFEL 36-38 rue d'Alsace 92300 LEVALLOIS PERRET	Holding intermédiaire	99,460 %	99,460 %	Intégration Globale
LEVALLOIS EXPLOITATION 38 rue d'Alsace 92300 LEVALLOIS PERRET	Loueur de fonds	99,999 %	99,459 %	Intégration Globale
LEVADIS VOYAGES 36-38 rue d'Alsace 92300 LEVALLOIS PERRET	Agence de voyages	100,00 %	99,459 %	Intégration Globale
BRICHILOMAR 102 rue Jean Jaurès 92300 LEVALLOIS PERRET	Magasin de Bricolage	99,996 %	99,996 %	Intégration Globale
SOGEELEC 8 rue du Gros Murger 95220 HERBLAY	Société Civile Immobilière	58,000 %	57,946 %	Intégration Globale
PARIS XIX 191 boulevard Macdonald 75019 PARIS	Hypermarché	95,025 %	95,025 %	Intégration Globale

Exclusion du périmètre

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021, LEVALLOIS DISTRIBUTION a souscrit 23% du capital social de la société civile Financière Achères. Bien qu'exerçant une influence notable sur cette société nouvellement constituée, le Groupe LEVALLOIS DISTRIBUTION a exclu cette participation de son périmètre de consolidation, en raison du caractère non significatif de la quote-part de résultat attribuable au Groupe.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022, LEVALLOIS DISTRIBUTION a souscrit 99,98% du capital social de la SARL IONA DRIVE. Cette participation est considérée comme non significative du fait de l'absence d'activité depuis sa date de création en 2014. Elle est donc exclue du périmètre de consolidation.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Utilisation d'estimations

L'établissement des états financiers consolidés nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses pour l'évaluation de certains actifs et passifs, de produits et charges ainsi que d'engagements mentionnés en annexe. Ces estimations et hypothèses sont établies sur la base d'informations connues à la date d'établissement des comptes.

Ecarts d'acquisition

Lors de l'acquisition des titres d'une société consolidée, les éléments d'actifs et de passifs identifiables sont évalués à leur juste valeur totale en fonction de l'usage prévu par le groupe. Les actifs et passifs correspondants sont donc reconnus au bilan pour leur valeur réévaluée. L'écart d'acquisition est la différence entre la valeur des titres acquis et la quote-part d'actifs et passifs acquis, évalués à leur juste valeur.

A compter du 1^{er} janvier 2016 est applicable la nouvelle Directive 2013/34 UE du 26 juin 2013 sur les actifs, conduisant à les amortir ou pratiquer des tests de dépréciation.

Les écarts d'acquisition figurant à l'actif concernant les sociétés d'exploitation n'ont pas de durée d'utilisation limitée déterminable.

Les écarts d'acquisition figurant à l'actif concernant les sociétés immobilières ont une durée d'utilisation limitée à celle des constructions.

Par conséquent, au cours de l'exercice clos le 31 mars 2017, en application de cette nouvelle directive, un changement de méthode a été opéré dans la mesure où, il a été mis fin aux amortissements des écarts d'acquisition des sociétés d'exploitation comptabilisés antérieurement.

Conformément aux nouvelles règles, les écarts d'acquisition inscrits dans les comptes et qui ne sont plus amortis feront l'objet d'un test de dépréciation réalisé annuellement.

Concernant les écarts d'acquisition amortissables, un test de dépréciation sera pratiqué uniquement en cas d'indice de perte de valeur.

Immobilisations incorporelles

Elles sont amorties sur la durée probable d'utilisation :

- | | |
|-----------------------|-----------|
| - Brevets et licences | 1 à 3 ans |
| - Logiciels | 1 à 3 ans |
| - Fonds commercial | 20 ans |

Les fonds de commerce acquis ont été affectés en écarts d'acquisition et sont amortis sur vingt ans à compter de leur date d'acquisition.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Le mode d'amortissement principalement utilisé dans le groupe est le mode linéaire. Les amortissements sont pratiqués en fonction des durées normales d'utilisation suivantes :

- | | |
|--|-------------|
| - Constructions : | 10 à 20 ans |
| - Matériel et outillage industriel : | 3 à 12 ans |
| - Installations générales : | 5 à 15 ans |
| - Agencements et aménagements divers : | 5 à 15 ans |
| - Matériel de transport : | 5 ans |
| - Matériel de bureau et informatique : | 3 à 10 ans |
| - Mobilier : | 3 à 10 ans |

Contrats en crédit-bail et contrats assimilés

Les contrats de location rentrant dans cette catégorie remplissent au moins l'une des conditions suivantes :

- Le contrat prévoit le transfert de propriété au terme de la durée du bail sur option et les conditions d'exercice de l'option sont telles que le transfert de propriété paraît hautement probable ;

Ou bien

- La durée du bail recouvre l'essentiel de la durée de vie du bien dans les conditions d'utilisation du preneur ;

Ou bien

- La valeur actualisée des paiements minimaux est proche de la valeur vénale du bien loué à la date de signature du bail.

Ces contrats sont retraités de la façon suivante :

- Les actifs sont immobilisés à leur valeur d'origine ;
- La dette correspondante est identifiée sur une ligne séparée du bilan ;
- Les paiements minimaux au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette ;
- La charge financière est répartie sur les différentes périodes couvertes par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif au titre de chaque exercice.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont enregistrées à leur coût d'acquisition hors frais accessoires ou à leur valeur d'apport.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée du montant de la différence.

Le poste autres immobilisations financières comprend les titres immobilisés, les dépôts et cautionnements versés et les autres créances immobilisées. Les titres immobilisés correspondent principalement à des participations minoritaires dans des sociétés nécessaires au fonctionnement du groupement d'achat dont les sociétés du groupe font partie. Aucune provision n'est calculée pour les sociétés de développement et de gestion liées au mouvement E. Leclerc.

Stocks

Ils sont évalués selon la méthode du « premier entré, premier sorti ». Pour des raisons pratiques, le dernier prix d'achat connu a été retenu sauf écart significatif. Une dépréciation est constatée lorsque leur valeur d'usage devient inférieure à leur coût d'entrée.

Créances

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est constatée lorsque leur valeur d'inventaire, fondée sur leur probabilité de recouvrement, est inférieure à la valeur comptabilisée.

Provisions pour risques et charges

Elles portent essentiellement sur des litiges provisionnés à hauteur des risques estimés sur la base des éléments disponibles à la clôture de l'exercice.

Engagements de retraite

Méthode de calcul de la provision des engagements de retraite

L'Autorité des Normes Comptables, dans la mise à jour du 17 novembre 2021 de sa recommandation ANC 2013-02, propose deux méthodes d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires :

- Soit une méthode « rétrospective pro rata temporis » conforme aux dispositions de l'ancienne recommandation CNC 2003-R.01,
- Soit une méthode « ANC 2021 » conforme à la norme IAS 19 révisée, selon laquelle la répartition des droits est faite de manière linéaire à partir de la date à laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestations.

La méthode retenue par le Groupe à compter de l'exercice clos le 31 mars 2022, est la méthode « ANC 2021 ».

Les principaux paramètres retenus pour l'évaluation de l'engagement sont les suivants :

- Age de départ à la retraite :	67 ans
- Taux de revalorisation annuel des salaires :	1.5 %
- Taux d'actualisation :	3.62 %
- Table de mortalité :	TG 05

Le Groupe a choisi de ne pas provisionner les engagements de retraite dans son bilan consolidé. Les informations relatives à cet engagement figurent dans les engagements hors bilan du Groupe.

Impôts différés

Les différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs au bilan consolidé donnent lieu à la constatation d'impôts différés. Ceux-ci sont calculés selon la méthode du report variable, sur la base des conditions d'imposition connues à la fin de l'exercice.

Le taux d'impôt et les règles fiscales retenues sont celles qui résultent des textes fiscaux en vigueur à la clôture de l'exercice et qui seront applicables lorsque la différence temporaire se réalisera.

Le taux d'impôt retenu dans les calculs d'impôts différés est de 25%.

Les actifs d'impôts différés relatifs aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que si l'entité fiscale a une assurance raisonnable de les récupérer au cours des années ultérieures.

Particularités dans les règles comptables

Les comptes annuels de LEVADIS VOYAGES sont établis conformément au plan comptable des agences de voyages.

Thierry CURNIS

Commissaire aux Comptes

Commissariat aux Comptes membre de la

CRCC de Versailles et du Centre

Siret : 834 952 632 00018

Code APE : 6920Z

Marcolla & Associés

Commissaire aux Comptes

Société Anonyme à Conseil

d'Administration au capital de 50 000 €

Société de Commissariat aux Comptes

membre de la CRCC de Paris

RCS Paris B 403 287 303

Siret : 403 287 303 00016

Code APE : 6920Z

9, Allée des Noisetiers

92140 CLAMART

12, Rue Jouffroy d'Abbans

75017 Paris

LEVALLOIS DISTRIBUTION

Société par Actions Simplifiée au capital de 40.000 euros

38 rue d'Alsace

92300 LEVALLOIS PERRET

500 028 006 R.C.S. Nanterre

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

EXERCICE CLOS LE

31 MARS 2023

Thierry CURNIS
9, Allée des Noisetiers
92140 Clamart

MARCOLLA ET ASSOCIES
12 rue Jouffroy d'Abbans
75017 Paris

GROUPE LEVALLOIS DISTRIBUTION

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS Exercice clos le 31 Mars 2023

A l'Assemblée Générale des associés du **Groupe LEVALLOIS DISTRIBUTION**,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés du **Groupe LEVALLOIS DISTRIBUTION** relatifs à l'exercice clos le 31 Mars 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er avril 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Comité Directeur.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Comité Directeur.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Clamart et à Paris, le 13 septembre 2023

Les Commissaires aux Comptes



Thierry CURNIS
*Membre de la Compagnie
Régionale de Versailles et du Centre*

MARCOLLA ET ASSOCIES



Jean-Pierre MARCOLLA
*Membre de la Compagnie
Régionale de Paris*

Bilan consolidé

ACTIF	Montant Brut	Dépréciation	31/03/2023	31/03/2022
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Ecart d'acquisition	21 420 586	-7 121 797	14 298 789	14 410 703
Fonds commercial				
Frais de développement				
Concessions, brevets, droits similaires	454 610	-445 650	8 960	32 147
Immobilisations incorporelles en crédit bail et contrats assimilés				
Autres immobilisations incorporelles	55 000	-26 450	28 550	31 988
Immobilisation incorporelles en cours				
Avances, acomptes immobilisations incorporelles				18 117
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	995 772		995 772	995 772
Constructions	27 308 344	-14 055 954	13 252 390	14 646 595
Installations techniques, matériel, outillage	6 901 542	-5 771 670	1 131 872	1 535 760
Immobilisations corporelles en crédit bail et contrats assimilés	288 318	-41 188	247 130	
Autres immobilisations corporelles	13 752 116	-8 567 830	5 184 286	5 999 272
Immobilisations corporelles en cours	296 691		296 691	207 281
Avances et acomptes				1 750
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Titres de participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	8 019 898		8 019 898	5 892 129
Prêts	11 937		11 937	14 213
Autres immobilisations financières	507 306		507 306	493 529
Liaison Titres				
TITRES MIS EN EQUIVALENCE				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	80 014 120	-36 030 535	43 983 585	44 269 256
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	11 474 975		11 474 975	11 759 234
CLIENTS				
Créances clients et comptes rattachés	4 549 280	-10 797	4 538 484	2 891 890
AUTRES CREANCES ET COMPTES DE REGULARISATION				
Avances et acomptes versés sur commandes	1 159 714		1 159 714	330 118
Créances fiscales	4 079 186		4 079 186	3 821 845
Actifs d'impôts différés	96 742		96 742	93 600
Créances sociales	90 940		90 940	101 058
Autres créances	20 797 552	-249 600	20 547 952	12 981 872
Charges constatées d'avance	2 644 445		2 644 445	2 655 643
Capital souscrit, appelé et non versé				
Frais d'émission d'emprunt				
Prime de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
Liaison Bilan				
Ecart d'arrondi actif				
TRESORERIE ET EQUIVALENTS				
Valeurs mobilières de placement	350 000		350 000	350 000
Actions propres				
Disponibilités	3 097 748		3 097 748	1 205 537
TOTAL ACTIF CIRCULANT	48 340 582	-260 487	48 080 096	36 190 824
TOTAL ACTIF	128 354 702	-36 291 022	92 063 681	80 460 082

Bilan consolidé

PASSIF	31/03/2023	31/03/2022
CAPITAUX PROPRES		
Capital	40 000	40 000
Primes sur capital		
Ecart de réévaluation		
Ecart de réévaluation groupe		
Réserve légale	4 000	4 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	22 582 968	21 116 687
Réserves du groupe	-19 364 295	-16 699 090
Ecart de conversion		
Report à nouveau		
Résultat Groupe	2 977 340	-1 198 908
AUTRES		
Subventions d'investissement		
Titres en auto-contrôle		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE)	6 240 013	3 262 689
INTERETS MINORITAIRES		
Intérêts hors groupe	1 754 534	1 900 475
Ecart de conversion hors groupe		
Résultat hors groupe	194 946	245 943
INTERETS MINORITAIRES	1 949 470	2 146 418
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Ecart d'acquisition négatif		
Provisions pour risques	407 627	407 627
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS	407 627	407 627
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	28 053 584	20 057 222
Emprunts en crédit-bail	571 315	205 117
Concours bancaires courants	13 109 584	15 927 200
Autres dettes financières	1 558 478	1 831 642
FOURNISSEURS		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	25 588 431	28 171 434
AUTRES DETTES ET COMPTES DE REGULARISATION		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	948 393	585 192
Dettes fiscales	2 749 113	2 489 995
Impôts différés passifs	2 313 835	1 499 855
Dettes sociales	2 624 223	2 655 354
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	448 927	570 123
Autres dettes	5 498 872	643 521
Produits constatés d'avance	1 816	6 093
Ecart de conversion passif		
Ecart d'arrondi passif		
TOTAL DETTES	83 466 571	74 643 348
TOTAL PASSIF	92 063 681	80 460 082

Compte de résultat consolidé

Rubriques	31/03/2023	31/03/2022
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS		
Ventes de marchandises France	166 350 658	163 388 101
Ventes de marchandises Export		
Production vendue de biens - France	15 168 488	14 303 019
Production vendue de biens Export		
Production vendue de services - France	6 784 091	5 723 741
Production vendue de services Export		
Autres revenus		
TOTAL I	188 303 237	183 414 861
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	608	42 048
Reprises sur provisions, amortissements, transfert	5 374 468	381 247
Autres produits	353 623	557 816
TOTAL II	5 728 699	981 111
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises (y compris droits de douane)	143 248 284	140 129 825
Variation de stock de marchandises	284 259	1 208 596
Achats de matières premières et autres appro.	501 279	357 903
Variation de stock matières premières et approvisionnements		
Autres achats et charges externes	25 904 705	24 048 413
Impôts, taxes et versements assimilés	2 629 812	2 684 775
Salaires et traitements	10 706 906	10 845 774
Charges sociales	3 299 100	3 593 846
Dotations d'exploitation aux amortissements et dépréciations des immobilisations	2 722 946	2 842 857
Dotations d'exploitation aux dépréciations et provisions		571
QP de résultat sur opérations faites en commun	564	
Autres charges		579
TOTAL III	189 297 855	185 713 139
RESULTAT D'EXPLOITATION (I + II - III)	4 734 081	-1 317 167
Dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	111 914	111 914
RESULTAT D'EXPLOITATION après dépréciations de l'écart d'acquisition	4 622 167	-1 429 081

Compte de résultat consolidé

Rubriques	31/03/2023	31/03/2022
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participations	10 800	3 404
Produit des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immo.	78 212	81 889
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produit nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Gains de change		
Autres produits financiers		
TOTAL IV	89 012	85 293
CHARGES FINANCIERES		
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	948 913	629 860
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mob. de placement		
Pertes de change		
Autres charges financières		49 378
TOTAL V	948 913	679 238
RESULTAT FINANCIER (IV - V)	-859 901	-593 945
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	3 762 265	-2 023 026
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	238 777	239 883
Autres produits exceptionnels sur opérations en capital	5 776	127 663
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Autres produits exceptionnels	8 256	
TOTAL VI	252 809	367 546
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	105 079	104 700
Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital	1 021	2 000
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
Autres charges exceptionnelles		
TOTAL VII	106 100	106 700
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VI - VII)	146 709	260 846
Impôts dus sur les bénéfices	-74 150	-506 640
Impôts différés sur les bénéfices	-810 840	-302 576
TOTAL VIII	736 690	-809 216
TOTAL DES PRODUITS (I + II + IV + VI)	194 373 757	184 848 811
TOTAL DES CHARGES (III + V + VII + VIII)	191 201 472	185 801 775
Liaisons Résultat		
Résultat des sociétés intégrées	3 172 286	-952 964
Résultat des sociétés mises en équivalence		
Résultat d'ensemble consolidé	3 172 286	-952 964
Résultat groupe	2 977 340	-1 198 908
Résultat hors-groupe	194 946	245 943
Résultat par action	744,335	-299,727
Résultat dilué par action	744,335	-299,727

Variation de trésorerie consolidée

(Montants exprimés en euros)	31/03/2023	31/03/2022
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE		
Résultat d'ensemble consolidé	3 172 286	(952 964)
<i>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :</i>		
Résultat des sociétés mises en équivalence		-
Amortissements et provisions (hors provisions sur actif circulant)	2 830 892	2 937 439
Variation des impôts différés	810 840	(302 576)
Plus/moins values de cessions d'actifs	(4 754)	(125 663)
Plus/moins values de cessions de titres consolidés	-	-
Autres charges & produits sans incidence sur la trésorerie	-	-
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	6 809 264	1 556 236
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	-	-
<i>Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité :</i>		
Stocks nets de provision pour dépréciation	284 259	1 208 597
Créances d'exploitation nettes de provision pour dépréciation	(8 351 808)	2 619 387
Dettes d'exploitation	2 858 660	2 802 107
Variation du besoin en fonds de roulement	(5 208 889)	6 630 091
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE	1 600 375	8 186 327
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(95 599)	(578 331)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
Variations des immobilisations financières	(2 134 517)	(169 149)
Variations des dettes sur immobilisations	(51 657)	683 589
Incidence des variations de périmètre	-	-
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(2 281 773)	(63 891)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentation de capital en numéraire	-	-
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-	-
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	(391 910)	(408 458)
Souscriptions d'emprunts	13 611 361	24 167
Remboursements d'emprunts	(5 628 692)	(12 142 314)
Variation des comptes courants	(2 252 289)	(595 444)
Variation des autres dettes financières	52 735	(38 968)
Variation des comptes à terme et valeurs mobilières de placement à plus de trois mois	-	-
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	5 391 205	(13 161 017)
VARIATION DE TRESORERIE	4 709 807	(5 038 581)
TRESORERIE D'OUVERTURE	(14 721 643)	(9 683 062)
TRESORERIE DE CLOTURE	(10 011 836)	(14 721 643)
Détail de la Trésorerie	31/03/2023	31/03/2022
Valeurs mobilières de placement	350 000	350 000
Disponibilités	3 097 748	1 205 557
- Valeurs mobilières de placement et comptes à terme à plus de trois mois	(350 000)	(350 000)
- Concours bancaires courants	(13 109 584)	(15 927 200)
Total Trésorerie	(10 011 836)	(14 721 643)

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

EXERCICE AU 31 MARS 2023

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Le résultat d'exploitation du Groupe inclut un produit lié à la perception, par l'entité Levallois Exploitation, d'une indemnité d'assurance décès homme clé pour un montant de 4.6 M€. En application de l'article 38 quater du CGI, l'indemnité a été étalée fiscalement sur l'année de survenance du décès et les quatre années suivantes. Par conséquent, la situation fiscale latente, compte tenu d'un taux d'impôt sur les sociétés de 25%, fait ressortir un impôt différé passif d'un montant de 0.9 M€ dans les comptes consolidés. Ce montant sera acquitté à part égale sur les 4 exercices suivants de la société LEVALLOIS EXPLOITATION (31/03/2024 - 31/03/2025 - 31/03/2026 - 31/03/2027).

PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Référentiel

Les comptes consolidés annuels du Groupe sont établis en conformité avec les principes comptables français définis par le règlement ANC 2020-01 homologué par l'arrêté du 29 Décembre 2020.

Les états financiers consolidés, présentés en euros, ont été établis selon le principe du coût historique.

Changements de méthode

Les méthodes comptables appliquées par le Groupe dans les états financiers consolidés sont identiques à celles utilisées dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2022.

Dates de clôture

Toutes les sociétés consolidées ont établi des comptes sociaux d'une durée de douze mois arrêtés au 31 mars 2023, à l'exception de la SCI SOGELEC, dont l'exercice de douze mois a été clôturé au 31 décembre 2022.

Méthodes de consolidation

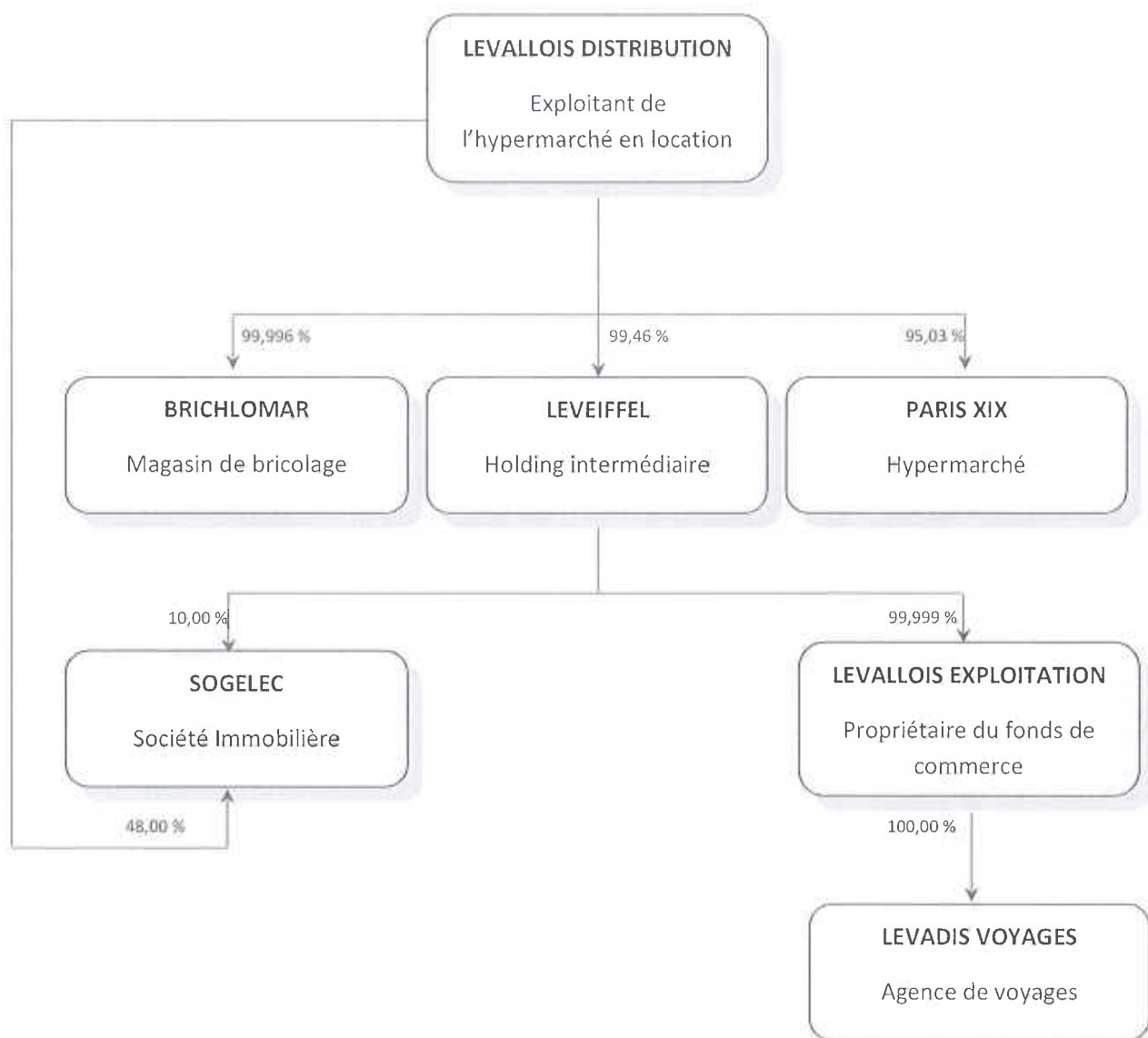
L'intégration globale est pratiquée pour toutes les filiales dont le groupe détient directement et indirectement le contrôle exclusif. Les sociétés contrôlées conjointement sont consolidées par intégration proportionnelle. Les comptes des sociétés dans lesquelles le groupe exerce une influence notable sont mis en équivalence.

Les entreprises sont consolidées sur la base de leurs comptes sociaux retraités pour être mis en conformité avec les principes comptables retenus par le groupe.

Toutes les transactions significatives entre les sociétés consolidées ainsi que les profits internes non réalisés, sont éliminés.

Périmètre de consolidation

Organigramme



Variations de périmètre et des pourcentages d'intérêts

Il n'y a pas eu de variations de périmètre au cours de l'exercice clos le 31 mars 2023.

Comparabilité des exercices

Les états financiers consolidés au 31 mars 2022 et 2023 sont pleinement comparables.

Liste des entreprises consolidées et méthodes retenues

	Activité	% contrôle	% intérêt	Méthode
LEVALLOIS DISTRIBUTION 38 rue d'Alsace 92300 LEVALLOIS PERRET	Holding exploitante	100,000 %	100,000 %	Intégration Globale
LEVEIFFEL 36-38 rue d'Alsace 92300 LEVALLOIS PERRET	Holding intermédiaire	99,460 %	99,460 %	Intégration Globale
LEVALLOIS EXPLOITATION 38 rue d'Alsace 92300 LEVALLOIS PERRET	Loueur de fonds	99,999 %	99,459 %	Intégration Globale
LEVADIS VOYAGES 36-38 rue d'Alsace 92300 LEVALLOIS PERRET	Agence de voyages	100,00 %	99,459 %	Intégration Globale
BRICHLOMAR 102 rue Jean Jaurès 92300 LEVALLOIS PERRET	Magasin de Bricolage	99,996 %	99,996 %	Intégration Globale
SOGEELEC 8 rue du Gros Murger 95220 HERBLAY	Société Civile Immobilière	58,000 %	57,946 %	Intégration Globale
PARIS XIX 191 boulevard Macdonald 75019 PARIS	Hypermarché	95,025 %	95,025 %	Intégration Globale

Exclusion du périmètre

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021, LEVALLOIS DISTRIBUTION a souscrit 23% du capital social de la société civile Financière Achères. Bien qu'exerçant une influence notable sur cette société nouvellement constituée, le Groupe LEVALLOIS DISTRIBUTION a exclu cette participation de son périmètre de consolidation, en raison du caractère non significatif de la quote-part de résultat attribuable au Groupe.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022, LEVALLOIS DISTRIBUTION a souscrit 99,98% du capital social de la SARL IONA DRIVE. Cette participation est considérée comme non significative du fait de l'absence d'activité depuis sa date de création en 2014. Elle est donc exclue du périmètre de consolidation.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Utilisation d'estimations

L'établissement des états financiers consolidés nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses pour l'évaluation de certains actifs et passifs, de produits et charges ainsi que d'engagements mentionnés en annexe. Ces estimations et hypothèses sont établies sur la base d'informations connues à la date d'établissement des comptes.

Ecarts d'acquisition

Lors de l'acquisition des titres d'une société consolidée, les éléments d'actifs et de passifs identifiables sont évalués à leur juste valeur totale en fonction de l'usage prévu par le groupe. Les actifs et passifs correspondants sont donc reconnus au bilan pour leur valeur réévaluée. L'écart d'acquisition est la différence entre la valeur des titres acquis et la quote-part d'actifs et passifs acquis, évalués à leur juste valeur.

A compter du 1^{er} janvier 2016 est applicable la nouvelle Directive 2013/34 UE du 26 juin 2013 sur les actifs, conduisant à les amortir ou pratiquer des tests de dépréciation.

Les écarts d'acquisition figurant à l'actif concernant les sociétés d'exploitation n'ont pas de durée d'utilisation limitée déterminable.

Les écarts d'acquisition figurant à l'actif concernant les sociétés immobilières ont une durée d'utilisation limitée à celle des constructions.

Par conséquent, au cours de l'exercice clos le 31 mars 2017, en application de cette nouvelle directive, un changement de méthode a été opéré dans la mesure où, il a été mis fin aux amortissements des écarts d'acquisition des sociétés d'exploitation comptabilisés antérieurement.

Conformément aux nouvelles règles, les écarts d'acquisition inscrits dans les comptes et qui ne sont plus amortis feront l'objet d'un test de dépréciation réalisé annuellement.

Concernant les écarts d'acquisition amortissables, un test de dépréciation sera pratiqué uniquement en cas d'indice de perte de valeur.

Immobilisations incorporelles

Elles sont amorties sur la durée probable d'utilisation :

- Brevets et licences	1 à 3 ans
- Logiciels	1 à 3 ans
- Fonds commercial	20 ans

Les fonds de commerce acquis ont été affectés en écarts d'acquisition et sont amortis sur vingt ans à compter de leur date d'acquisition.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Le mode d'amortissement principalement utilisé dans le groupe est le mode linéaire. Les amortissements sont pratiqués en fonction des durées normales d'utilisation suivantes :

- Constructions :	10 à 20 ans
- Matériel et outillage industriel :	3 à 12 ans
- Installations générales :	5 à 15 ans
- Agencements et aménagements divers :	5 à 15 ans
- Matériel de transport :	5 ans
- Matériel de bureau et informatique :	3 à 10 ans
- Mobilier :	3 à 10 ans

Contrats en crédit-bail et contrats assimilés

Les contrats de location rentrant dans cette catégorie remplissent au moins l'une des conditions suivantes :

- Le contrat prévoit le transfert de propriété au terme de la durée du bail sur option et les conditions d'exercice de l'option sont telles que le transfert de propriété paraît hautement probable ;

Ou bien

- La durée du bail recouvre l'essentiel de la durée de vie du bien dans les conditions d'utilisation du preneur ;

Ou bien

- La valeur actualisée des paiements minimaux est proche de la valeur vénale du bien loué à la date de signature du bail.

Ces contrats sont retraités de la façon suivante :

- Les actifs sont immobilisés à leur valeur d'origine ;
- La dette correspondante est identifiée sur une ligne séparée du bilan ;
- Les paiements minimaux au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette ;
- La charge financière est répartie sur les différentes périodes couvertes par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif au titre de chaque exercice.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont enregistrées à leur coût d'acquisition hors frais accessoires ou à leur valeur d'apport.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée du montant de la différence.

Le poste autres immobilisations financières comprend les titres immobilisés, les dépôts et cautionnements versés et les autres créances immobilisées. Les titres immobilisés correspondent principalement à des participations minoritaires dans des sociétés nécessaires au fonctionnement du groupement d'achat dont les sociétés du groupe font partie. Aucune provision n'est calculée pour les sociétés de développement et de gestion liées au mouvement E. Leclerc.

Stocks

Ils sont évalués selon la méthode du « premier entré, premier sorti ». Pour des raisons pratiques, le dernier prix d'achat connu a été retenu sauf écart significatif. Une dépréciation est constatée lorsque leur valeur d'usage devient inférieure à leur coût d'entrée.

Créances

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est constatée lorsque leur valeur d'inventaire, fondée sur leur probabilité de recouvrement, est inférieure à la valeur comptabilisée.

Provisions pour risques et charges

Elles portent essentiellement sur des litiges provisionnés à hauteur des risques estimés sur la base des éléments disponibles à la clôture de l'exercice.

Engagements de retraite

Méthode de calcul de la provision des engagements de retraite

L'Autorité des Normes Comptables, dans la mise à jour du 17 novembre 2021 de sa recommandation ANC 2013-02, propose deux méthodes d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires :

- Soit une méthode « rétrospective pro rata temporis » conforme aux dispositions de l'ancienne recommandation CNC 2003-R.01,
- Soit une méthode « ANC 2021 » conforme à la norme IAS 19 révisée, selon laquelle la répartition des droits est faite de manière linéaire à partir de la date à laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestations.

La méthode retenue par le Groupe à compter de l'exercice clos le 31 mars 2022, est la méthode « ANC 2021 ».

Les principaux paramètres retenus pour l'évaluation de l'engagement sont les suivants :

- Age de départ à la retraite :	67 ans
- Taux de revalorisation annuel des salaires :	1.5 %
- Taux d'actualisation :	3.62 %
- Table de mortalité :	TG 05

Le Groupe a choisi de ne pas provisionner les engagements de retraite dans son bilan consolidé. Les informations relatives à cet engagement figurent dans les engagements hors bilan du Groupe.

Impôts différés

Les différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs au bilan consolidé donnent lieu à la constatation d'impôts différés. Ceux-ci sont calculés selon la méthode du report variable, sur la base des conditions d'imposition connues à la fin de l'exercice.

Le taux d'impôt et les règles fiscales retenues sont celles qui résultent des textes fiscaux en vigueur à la clôture de l'exercice et qui seront applicables lorsque la différence temporaire se réalisera.

Le taux d'impôt retenu dans les calculs d'impôts différés est de 25%.

Les actifs d'impôts différés relatifs aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que si l'entité fiscale a une assurance raisonnable de les récupérer au cours des années ultérieures.

Particularités dans les règles comptables

Les comptes annuels de LEVADIS VOYAGES sont établis conformément au plan comptable des agences de voyages.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

EXERCICE AU 31 MARS 2023

Note 1 – Actif immobilisé

Les variations de l'exercice s'analysent comme suit :

<i>(montants exprimés en euros)</i>	Valeur brute	Amortissements et provisions	Valeur nette
Solde au 31 mars 2022	77 481 173	(33 211 917)	44 269 256
Acquisitions	2 641 651	-	2 641 651
Cessions	(39 165)	12 275	(26 890)
Autres ⁽¹⁾	(69 539)	3 967	(65 572)
Dotations aux amortissements de l'exercice	-	(2 834 860)	(2 834 860)
Dotations aux provisions de l'exercice	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-
Total des immobilisations & écarts d'acquisition	80 014 120	(36 030 535)	43 983 585

(1) Avoirs sur immobilisations

Voir les tableaux détaillés de variation pages 18, 19 et 23.

Immobilisations -Variations des valeurs brutes-

Subsidières	Ouverture	Corrections à auventures	Acquisitions	Révaluations	Cessions	Virements	Appels, Fusions, Schémas	Variations de périodicité	Variations des charges	Autres enregistrements	Closure
Ecart d'acquisition	21 426 584										21 426 584
Frais d'immobilisation											
Frais de développement											
Charges, brevets et droits similaires	456 330		2 828		(3 275)	(11 997)					454 886
Immobilisations incorporelles en crédit bail et contrats assimilés											
Autres immobilisations incorporelles	59 000										59 000
Immobilisations incorporelles en cours											
Avances, acomptes sur immo. incorporelles	18 517									(18 517)	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	21 960 734		2 828		12 275	(11 997)				(18 517)	21 930 496
Terrains	861 772										861 772
Constructions	27 267 304		21 210								27 288 514
Installations techniques, matériel, outillage	6 832 942		51 130								6 884 072
Immobilisations corporelles en crédit bail et contrats assimilés			91 300			205 117					296 417
Autres immobilisations corporelles	(1 707 247)		(20 984)			(11 997)				(47 888)	11 752 410
Immobilisations en cours (I)	(207 270)		230 691			(205 117)				(3 444)	296 491
Avances et acomptes	(1 730)									(1 730)	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	49 111 542		472 666			11 997				(51 422)	49 544 783
Titres de participations											
Créances rattachées à des participations											
Autres titres immobilisés	6 882 130		2 128 790		11 022						9 021 942
Prêts	11 215		4 710		6 076						11 991
Autres immobilisations financières	(69 529)		(2 166 149)		(8 912)						(69 529)
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	6 393 812		2 166 149		26 186						8 586 147
TITRES MIS EN EQUIVALENCE											
TOTAL GENERAL	77 461 172		2 649 651		28 165					(69 539)	80 014 129

(1) Descriptif des opérations en cours en annexe 20-21-22

Immobilisations -Variations amortissements-

Rubriques	Ouverture	Correction Ouverture	Reprises	Réévaluations	Dotations	Virement	Apports	Variation Périmètre	Variation Tx de change	Autres mouvements	Closing
Ecart d'acquisition	7 009 885				111 954						7 121 797
Fonds commercial											
Frais de développement	413 909		12 275		12 404					(1 384)	415 650
Concessions, brevets et droits similaires											
Immobilisations incorporelles en crédit bail et contrats assimilés	23 012				3 478						26 450
Autres immobilisations incorporelles											
Immobilisations incorporelles en cours											
Avances, acomptes sur immo. incorporelles											
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	7 446 804		12 275		130 754					(1 358)	7 591 807
Terrains											
Constructions	12 640 309				1 415 558					(113)	14 055 854
Installations techniques, matériel, outillage	5 287 768				185 902						5 473 670
Immobilisations corporelles en crédit bail et contrats assimilés					41 388						41 388
Autres immobilisations corporelles	7 700 830				863 450					(2 466)	8 561 820
Immobilisations en cours											
Avances et acomptes											
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	25 725 111				2 304 104					(2 579)	28 436 636
Amortissements Dérogatoires											
AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES											
Primes de remboursement des obligations											
PRIMES DE REMBOURSEMENT DES OBLIGATIONS											
TOTAL GENERAL	33 218 917		12 275		284 860					(1 947)	36 638 532

Note 2 – Ecart d'évaluation

A l'occasion de la première consolidation des sociétés acquises par le Groupe, des réévaluations ont été pratiquées afin de constater les actifs et passifs acquis à leur juste valeur dans le bilan consolidé :

LEVEIFFEL au 31 mars 2008 :

Lors de l'acquisition des titres LEVEIFFEL, un écart d'évaluation a été affecté aux titres SOGELEC pour un montant de 262 K€.

LEVALLOIS DISTRIBUTION au 31 janvier 2015 :

Un écart d'évaluation sur les constructions de la SCI SOGELEC a été constaté à hauteur de 5 924 K€ nets d'impôts différés, dont 4 739 K€ sur les gros œuvres amortissables sur vingt-cinq ans et 1 185 K€ sur les seconds œuvres amortissables sur quinze ans, à compter du 31 janvier 2015.

Note 3 – Ecart d'acquisition

L'écart d'acquisition global positif a été ventilé sur les sociétés du sous-groupe LEVEIFFEL en écarts d'acquisition positifs et négatifs afin de suivre les contributions à cet écart par société.

Les écarts d'acquisition positifs sont représentatifs de la valeur du fonds de commerce de l'entité concernée. Les écarts d'acquisition négatifs sont issus d'une transaction réalisée dans des conditions avantageuses.

Ventilation des écarts d'acquisition

L'écart d'acquisition global réalisé par la société LEVALLOIS DISTRIBUTION lors de l'acquisition du groupe LEVEIFFEL a été affecté à la filiale LEVALLOIS EXPLOITATION.

Les écarts d'acquisition ont été calculés sur la base de la juste valeur des actifs et des passifs au 31 mars 2008.

L'écart d'acquisition réalisé au 31 mars 2011 par la société LEVALLOIS DISTRIBUTION lors du complément de prix versé pour l'acquisition du groupe LEVEIFFEL a été affecté à la filiale LEVALLOIS EXPLOITATION.

Le complément de prix étant lié à la possibilité de transfert dans un nouveau centre commercial, cet écart d'acquisition a été amorti à compter de l'entrée dans les nouveaux locaux le 18 octobre 2012.

Suite à la fusion simplifiée de la société LEVEIFFEL avec la société EIFFEL DISTRIBUTION, les écarts d'acquisition détenus par EIFFEL DISTRIBUTION ont été réaffectés à LEVEIFFEL.

Entreprise détentrice	Entreprise détenue	Ecart d'acquisition brut	amortissements			Ecart d'acquisition net
			début	dotation	fin	
Lev.Eiffel	Levallois Exploitation	3 755 135	1 502 048	-	1 502 048	2 253 087
Lev.Eiffel	Levallois Exploitation	2 086 706	834 688	-	834 688	1 252 018
Lev.Eiffel	Levallois Exploitation	6 833 901	1 178 614	-	1 178 614	5 655 287
Lev.Eiffel	Levallois Exploitation	3 797 556	654 949	-	654 949	3 142 607
Sous total		16 473 298	4 170 299	-	4 170 299	12 302 999
Fonds de commerce-Levallois Exploitation		602 936	602 936	-	602 936	-
Total		17 076 234	4 773 235	-	4 773 235	12 302 999

L'écart de première consolidation constaté au 31 janvier 2015 lors de la prise de participation dans la SCI SOGELEC, a été affecté à hauteur de 5 924 K€ net d'impôt à un écart d'évaluation sur la construction. Le solde de l'écart d'acquisition est amorti sur 25 ans.

L'écart résiduel a été inscrit à l'actif en écarts d'acquisition :

Entreprise détentrice	Entreprise détenue	Ecart d'acquisition brut	amortissements			Ecart d'acquisition net
			début	dotation / provision	fin	
Levallois distribution	Sogelec	2 797 840	690 136	111 914	802 050	1 995 790
Levallois distribution	Paris XIX	1 546 512	1 546 512	-	1 546 512	-
Total		4 344 352	2 236 648	111 914	2 348 562	1 995 790

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2017, le test de dépréciation pratiqué sur l'écart d'acquisition de PARIS XIX a abouti à une perte de valeur, par conséquent l'écart d'acquisition a été déprécié à 100%.

Note 4 – Capitaux propres consolidés

(montants exprimés en euros)	Part du Groupe	Intérêts Minoritaires	Total
Capitaux propres au 31 mars 2021	4 461 929	2 308 602	6 770 531
Variations			
Augmentation / réduction de capital	-	-	-
Résultat de l'exercice	(1 198 908)	245 943	(952 965)
Dividendes versés	-	(408 458)	(408 458)
Variations de périmètre	(329)	329	-
Autres ⁽¹⁾	(3)	2	(1)
Total variations de l'exercice	(1 199 240)	(162 184)	(1 361 424)
Capitaux propres au 31 mars 2022	3 262 689	2 146 418	5 409 107
Variations			
Augmentation / réduction de capital	-	-	-
Résultat de l'exercice	2 977 340	194 946	3 172 286
Dividendes versés	-	(391 910)	(391 910)
Variations de périmètre	-	-	-
Autres ⁽¹⁾	(16)	16	-
Total variations de l'exercice	2 977 324	(196 948)	2 780 376
Capitaux propres au 31 mars 2023	6 240 013	1 949 470	8 189 483

(1) Arrondis

Note 5 – Provisions pour risques et charges

(montants exprimés en euros)	31/03/2022	Variations	Dotations	Reprises	31/03/2023
Litiges commerciaux	309 627	-	-	-	309 627
Litiges salariés & prud'homaux	98 000	-	-	-	98 000
Provisions pour indemnités de départ à la retraite ⁽¹⁾	-	-	-	-	-
Provisions pour risques et charges	407 627	-	-	-	407 627

(1) Le Groupe a choisi de ne pas constater la provision pour indemnités de départ à la retraite dans son bilan consolidé. Elle figure en engagements hors bilan (voir note 9).

Voir le tableau de détail des provisions pour risques et charges et autres provisions sur actif immobilisé et circulant page 23.

Provisions

Rubriques	Quantité	Corrections à monnaie	Dotations	Reprises	Reévaluations	Virement	Aggrégat. Exclus. Services	Variation de périmètre	Variation de taux de change	Autres mouvements	Clture
Provisions capital appelé non versé											
AUTRES PROVISIONS RELEVANTES											
Provisions pour suspension de titres											
Provisions pour risques	407 627										407 627
Provisions pour charges											
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	407 627										407 627
Provisions sur frais d'exploitation											
Frais sur frais de recherche et développement											
Frais sur taxes, brevets et droits similaires											
Provisions de provisions douteuses											
Provisions de provisions fiscal et commercial											
Provisions sur autres titres dépréciés											
Provisions sur immobilisations incorporelles											
PROV. SUR IMMO INCORPORELLES											
Provisions sur brevets											
Provisions sur logiciels en cours de développement											
Provisions sur constructions											
Provisions sur constructions en cours de développement											
Provisions sur immobilisations corporelles en cours											
Provisions sur autres immobilisations corporelles en cours											
PROV. SUR IMMO CORPORELLES											
Provisions sur titres de participation											
Frais pour acquisition de titres											
Provisions sur titres mis en dépôt											
Provisions sur titres mis en dépôt											
Provisions sur autres titres dépréciés											
Provisions sur parts											
Provisions sur autres parts dépréciées											
PROV. SUR IMMO FINANCIERES											
Provisions sur dérivés financiers											
Provisions sur dérivés de titres											
Provisions sur dérivés de services											
Provisions sur dérivés de produits											
Provisions sur dérivés de produits											
PROV. SUR STOCKS ET EN-COURS											
Frais sur dépréciation de stocks											
Provisions sur produits en cours											
Provisions de provisions douteuses	11 081			880							11 961
Provisions sur produits en cours	240 080										240 080
Provisions sur produits en cours											
Provisions sur produits en cours											
Provisions sur produits en cours											
Provisions sur produits en cours											
Provisions sur produits en cours											
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATIONS	251 162			880							252 042
TOTAL GÉNÉRAL	657 099			880							658 111

Note 6 – Emprunts et dettes financières

	31/03/2023	- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Emprunts obligataires				
Emprunts & dettes auprès des établissements de crédit	28 053 584	5 798 708	10 268 996	11 985 880
Intérêts sur emprunts	63 904	63 904	-	-
Emprunts de crédit bail	571 315	65 304	342 843	163 168
Concours bancaïres	13 109 584	13 109 584	-	-
Dettes financières diverses	1 494 574	1 355 899	138 425	250
Total	43 292 961	20 393 399	10 750 264	12 149 298

La variation des emprunts et dettes auprès des établissements de crédit au cours de l'exercice clos le 31 mars 2023 s'analyse comme suit :

Solde au 31 mars 2022	20 057 222
Souscriptions	13 611 361
Remboursements	- 5 614 997
Variations de périmètre	-
Solde au 31 mars 2023	28 053 584

Note 7 – Ventilation des créances et dettes par échéances

(montants exprimés en euros)	31/03/2023	à 1 an au plus	à + d'1 an
Créances			
Prêts	11 937	6 651	5 286
Autres immobilisations financières	507 306		507 306
Avances et acomptes versés sur commandes	1 159 714	1 159 714	-
Créances clients et comptes rattachés	4 549 280	4 549 280	-
Clients douteux		-	-
Créances fiscales	4 079 186	4 079 186	-
Créances sociales	90 940	90 940	-
Autres créances	20 797 552	20 797 552	-
Charges constatées d'avance	2 644 445	2 644 445	-
Total des créances	33 840 360	33 327 768	512 592
Dettes			
Avances et acomptes reçus sur commandes	948 393	948 393	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	25 588 431	25 588 431	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	448 927	448 927	-
Dettes fiscales	2 749 113	2 749 113	-
Dettes sociales	2 624 223	2 624 223	-
Autres dettes	5 498 872	5 498 872	-
Produits constatés d'avance	1 816	1 816	-
Total des dettes	37 859 775	37 859 775	-

Les autres immobilisations financières correspondent à des dépôts et cautionnements.

Note 8 – Actifs et passifs d'impôts différés

	31/03/2023	31/03/2022
Impôt différé actif	96 742	93 603
Impôt différé passif	2 313 835	1 499 855
Net (actif - passif)	(2 217 093)	(1 406 252)

Les impôts différés se décomposent comme suit :

	31/03/2023		31/03/2022	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
Différences temporaires liées à l'application des règles fiscales en vigueur	89 098	914 694	88 793	-
Ecart d'évaluation sur immobilisations		1 399 141		1 499 855
Retraitement crédi-bail et contrats assimilés	7 644	-	-	-
Provisions réglementées	-	-	-	-
Autres retraitements	-	-	4 810	-
Compensation des actifs et passifs d'impôt différé par entité fiscale	-	-	-	-
Total	96 742	2 313 835	93 603	1 499 855

Note 9 – Engagements donnés

- Avals et cautions : 9 304 218 €
- Dettes garanties par des sûretés réelles : 26 785 338 €
 - Nantissement de fonds de commerce au profit des banques partenaires
 - Nantissement d'actions ou parts sociales de filiales du Groupe auprès de banques partenaires
 - Hypothèque conventionnelle sur un bien immobilier situé à Levallois Perret au profit de banques partenaires.
- Engagements de retraite : ils s'élèvent à 321 887 € au 31 mars 2023 contre 461 944 € au 31 mars 2022.

Le calcul prend en compte les hypothèses suivantes :

- âge de départ à la retraite à l'initiative du salarié :	67 ans
- taux d'actualisation :	3.62 % (1.74% en 2022)
- augmentation annuelle des salaires :	1.5 %
- table de mortalité :	TG 05
- taux de rotation du personnel	estimé selon la catégorie de personnel, de faible à élevé

Note 10 – Evénements postérieurs à la clôture

Néant

NOTES ANNEXES AU COMPTE DE RESULTAT

EXERCICE AU 31 MARS 2023

Note 1 – Charges de personnel

<i>(montants exprimés en euros)</i>	31/03/2023	31/03/2022
Salaire et traitements	10 592 195	10 749 935
Charges sociales	3 299 100	3 593 935
Participation des salariés	114 711	95 839
Total	14 006 006	14 439 709
EFFECTIF MOYEN	415	486

Note 2 – Charges et produits financiers

Le détail des opérations financières figure dans le compte de résultat.

Note 3 – Charges et produits exceptionnels

<i>(montants exprimés en euros)</i>	31/03/2023	31/03/2022
Produits de cession de titres	5 776	127 663
Remboursement charges locatives bailleur	55 000	-
Régularisation cotisations sociales	-	137 913
Dégrèvement d'impôts	183 777	-
Régularisation TVA	-	68 795
Prescription sur dettes commerciales	-	22 683
Autres produits exceptionnels	8 256	10 492
Produits exceptionnels	252 809	367 546
Valeur nette comptable des titres cédés	1 021	2 000
Régularisation Solde Tiers	25 968	12 998
Amendes et pénalités commerciales	6 000	67 814
Amendes et pénalités fiscales & pénales	19 336	-
Rappels d'impôts	19 910	21 983
Taxe AGEFIPH 2019	7 342	-
Prescription créances commerciales	17 892	-
Autres charges exceptionnelles	8 630	1 904
Charges exceptionnelles	106 099	106 699
Résultat exceptionnel	146 710	260 847

Note 4 – Impôt sur les bénéfices et impôts différés

Analyse de la charge d'impôt

<i>(montants exprimés en euros)</i>	31/03/2023	31/03/2022
Résultat avant impôt	3 908 976	(1 762 181)
Impôts dus sur les bénéfices (+ : produit / - : charge)	74 150	506 640
Impôts différés sur les bénéfices (+ : produit / - : charge)	(810 840)	302 576
Produit/(charge) total(e) d'impôt	(736 690)	809 216
Taux effectif d'imposition	18,85%	45,92%

Rationalisation du taux effectif d'impôt

<i>(montants exprimés en euros)</i>	31/03/2023	31/03/2022
Résultat avant impôt	3 908 976	(1 762 181)
Taux d'impôt	25,00%	26,50%
Charge / (produit) d'impôt théorique	977 244	(466 978)
<i>Différences de taux</i>	-	10 909
Impact des changements futurs du taux d'impôt en France	-	-
Effet des taux différents	-	10 909
<i>Ecritures de consolidation non imposables</i>	27 979	(55 367)
Amortissement des écarts d'acquisition	27 979	29 657
Autres	-	(85 024)
<i>Charges/Produits définitivement non déductibles/taxables</i>	28 185	109 574
Quote-part de frais & charges	2 487	5 271
Dépenses de mécénat	116 201	177 433
Taxe sur les bureaux	7 472	7 777
Contrôle fiscal	(35 857)	-
Quote-part du résultat de SOGELEC taxée en dehors du Groupe	(78 035)	(106 697)
Autres charges & produits	15 917	25 790
<i>Mesures incitatives et crédits d'impôt</i>	(278 883)	(405 048)
Crédit d'impôt mécénat	(278 883)	(405 048)
<i>Déficits fiscaux reportables</i>	(17 835)	(2 307)
Déficits fiscaux non activés	-	-
Utilisation de déficits fiscaux reportables non activés	(17 835)	(2 307)
Charge/ (produit) d'impôt du groupe	736 690	(809 216)
Résultat après impôt	3 172 286	(952 964)

Les sociétés LEVALLOIS DISTRIBUTION (société mère), LEVALLOIS EXPLOITATION, LEVEIFFEL, LEVADIS VOYAGES, PARIS XIX et BRICHLOMAR forment un groupe intégré fiscalement.

Déficits reportables

Les déficits fiscaux pour lesquels pèsent une incertitude quant à leur récupération n'ont pas donné lieu à la constatation d'une créance d'impôt différé. Ils s'élèvent à 1 246 092 € au 31 mars 2023 et n'ont pas variés depuis l'exercice précédent. Ces déficits fiscaux, reportables indéfiniment, pourraient générer une économie d'impôt future, valorisée au taux de 25% de 311 523 €.